

mercredi 07/10/2015

salle J. Renoir Chambéry

## **Points de repère pour comprendre le conflit israélo-palestinien (Le sionisme 1897-2015)**

par Maurice BUTTIN avocat honoraire,  
défenseur de la famille Ben Barka,  
président du Comité de Vigilance pour  
une Paix Réelle au Proche Orient  
(membre du Collectif National).

Son exposé couvre 120 ans, ce qui peut  
sembler une gageure mais non, car il  
insiste sur **10 dates clé** qui se  
terminent eh oui par 7.

**1897** C'est le 1<sup>er</sup> congrès juif mondial  
à Bâle avec Théodor Herzl journaliste  
athée. Le mot d'ordre « Une terre sans  
peuple pour un peuple sans terre »  
fédère les sionistes pas du tout reli-  
gieux alors. Les premiers kibboutz  
s'établissent là-bas.

**1917** La déclaration Balfour promet  
un foyer national juif, les anglais ayant  
déjà promis un grand territoire aux  
arabes. Les juifs américains poussent  
leur gouvernement à entrer en guerre.

**1927** La proposition ultra expan-  
sionniste de Jabotinsky « du Nil à  
l'Euphrate»!

**1937** La première proposition bri-  
tannique de partage de la Palestine avec  
un Etat juif sur 33 % du territoire. Les  
sionistes l'acceptent. Les Palestiniens  
la rejettent et font la guerre aux troupes  
coloniales. Le flux des immigrants juifs  
augmente dans les années 30. La Haga-  
nah se renforce.

Ben Gourion décide en 1942 qu'Israel  
occupera toute la Palestine.

**1947** Le vote de l'ONU en faveur du

partage. Puis la création de l'Etat  
d'Israël et le nettoyage ethnique par des  
massacres d'où l'exode massif.

A l'armistice, Israël occupe non pas  
55 % mais 77 % du territoire (la ligne  
verte n'est que la ligne de cessez-le-  
feu). Il siège à l'ONU en 1949 à deux  
conditions : reconnaître le partage et  
accepter le droit au retour des réfugiés  
palestiniens (Résolution 194). Ces deux  
obligations sont restées lettre morte.

**1957** Eisenhower déclare « les USA  
ne soutiendront plus un pays qui en  
occupe un autre ». L'attaque israélo-  
franco-anglaise sur Suez, c'est en 1956.

**1967** Israël attaque seul. Puis les tra-  
vaillistes vont donner le feu vert à la  
colonisation dans les territoires occu-  
pés.

**1977** Sadate se rend à la knesset pour  
récupérer le Sinaï. Begin (celui de  
l'Irgoun en 1942) arrive au pouvoir  
avec le Likoud.

**1987** La 1<sup>ère</sup> Intifada est la consé-  
quence directe de l'occupation israé-  
lienne qui dure depuis une décennie.  
Rabin chef d'état-major prône la ré-  
pression sans pitié.

**2007** A la conférence d'Annapolis : la  
promesse « Cette fois-ci, c'est sûr, il va  
y avoir un Etat palestinien »! En fait les  
dirigeants israéliens ne veulent pas  
d'état palestinien, pas même 22 % du  
mandat de 1947.

### **les religieux**

C. Enderlin note dans son livre « Au  
nom du Temple»: le conflit n'est plus  
territorial mais religieux, pas négo-  
ciable selon les religieux juifs.

Les chrétiens évangéliques sionistes  
sont nombreux dans beaucoup de pays.

Ils disent « Aidons les juifs à se rassembler ».

Donc le sionisme religieux se développe et investit la vie politique israélienne.

### **propagande israélienne**

« Sécurité d'Israël ! » c'est le prétexte invariable des dirigeants de droite comme de gauche. Et la sécurité des palestiniens ?

Dans la charte du Likoud figure en toutes lettres « Pas d'état palestinien à l'ouest du Jourdain ». Qui le sait ?

Israël n'a toujours pas fixé de frontières définitives. Et la Cisjordanie est une prison, Gaza un ghetto.

Le Hamas élu démocratiquement n'a pas été reconnu comme vrai interlocuteur : grave erreur.

### **quel avenir?**

Il est plein d'incertitudes car la situation est inquiétante, même dramatique. La France a un rôle important à jouer et les palestiniens attendent beaucoup de notre pays. La reconnaissance de l'Etat palestinien est une obligation.

Dans l'intérêt même d'Israël, la politique des gouvernements occidentaux doit changer.

Les ventes et achats d'armes se poursuivent comme si les crimes de guerre israéliens n'existaient pas.

Les condamnations verbales ne sont d'aucun effet. Les démarches diplomatiques doivent être assorties d'un volet économique et financier de sanctions graduées.

Deux états, cela devient difficile.

Et un état, c'est la fin d'Israël du fait de la démographie palestinienne.

Pour que le conflit soit résolu, Israël devra satisfaire à trois conditions : cesser l'occupation, libérer les prisonniers, reconnaître la Nakba et les réfugiés. Pour l'instant ce grand dirigeant israélien courageux n'existe pas.

Et si Israël disparaissait d'ici quelques décennies? Les américains commencent à se désengager de cette région. Ils ont suffisamment de pétrole et ils regardent davantage vers le Pacifique.

*Cette soirée à l'initiative de l'AFPS de Chambéry a réuni 130 personnes, beaucoup de jeunes, un auditoire attentif pour le conférencier passionnant et passionné.*

